

Dans cette ambiance de déliquescence du pouvoir, d'échec définitif de la politique d'austérité gouvernementale, l'opération de promotion et de banalisation du Front National se poursuit, avec l'appui complaisant des médias. Marine Le Pen a ainsi été sur un an, la responsable politique la plus invitée à la télé et dans les radios.

La gestion calamiteuse, les malversations des maires FN durant la période 1995/2001 sont passées sous silence. Ce parti serait devenu comme par miracle respectueux de la démocratie et soucieux de la détresse sociale. Il n'en est rien. Là où il est élu depuis mars dernier, il supprime brutalement les subventions aux associations de quartier, interdit l'accès des enfants de chômeurs aux cantines scolaires ou restreint l'accès au logement social. Ces agissements contredisent le discours prétendument social du FN avec lequel, il espère draguer les classes populaires qui subissent la crise de plein fouet.

Sans jamais remettre en cause la domination du capital sur la vie quotidienne de ceux qu'il prétend défendre ni le faramineux développement des inégalités de richesse ; il organise la concurrence, la division entre les citoyens ; ceux-là même qui ont tout intérêt à s'unir pour imposer une véritable politique de gauche.

Il ne se passe pas une semaine sans qu'une « affaire » ou se mélange allégrement vie publique et privée, impliquant les milieux imbriqués de la politique de l'économie et des médias, ne vienne décrédibiliser davantage l'action politique. Les orientations du gouvernement, enfermé dans ses œillères libérales, ignorent les aspirations populaires et renforcent la domination de la droite et du patronat. Tout cela pourrait ouvrir un boulevard au parti d'extrême droite. Dans la perspective du premier tour des présidentielles, les partis en place semblent s'en accommoder. C'est pourquoi, il est de la responsabilité du Front de Gauche, des écologistes et des forces porteuses d'une autre politique de transformation sociale et écologique de se mobiliser.